

REGARDS

CACR
GROUPE COMMUNISTE
ALTERNATIVE CITOYENNE,
RÉPUBLICAIN

SUR LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

EDITO



Gabriel Massou
Président du
Groupe CACR

Le budget 2008 de la Région Ile-de-France s'est construit sur fond de régression sociale et économique. La politique gouvernementale prépare une année bien difficile à de nombreux Franciennes et Franciliens. Notre collectivité, quant à elle, est en prise à des méthodes gouvernementales insupportables. Non content de combattre nos choix régionaux, le gouvernement nous pénalise en nous imposant de nouvelles compétences qui « pompent » nos finances. Malgré ces fortes contraintes, qui pèsent sur la Région, les choix de notre collectivité sont clairs : avec un budget de 4.3 milliards d'euros, nous maintenons la dynamique des politiques régionales engagées ces dernières années. Et ceci, tout en assumant pleinement nos responsabilités dans les nouveaux domaines de compétences légués par l'Etat. Secteurs dans lesquels nous avons en plus la volonté d'apporter des améliorations sensibles. On le voit le contexte n'est pas à la pause. Les effets néfastes de la politique gouvernementale vont grandissants. Et ce n'est pas en favorisant, comme le gouvernement le fait et la droite régionale le préconisent, les plus riches et les rentiers que notre région pourra se développer et augmenter son attractivité. Les atouts de l'Ile-de-France résident dans le développement humain, la qualité de vie et la réduction des inégalités. Pour ce faire, notre pays a besoin de réformer en profondeur sa politique fiscale et sa politique de crédit. Prendre l'argent là où il se trouve et l'utiliser pour répondre aux besoins de la société devient un acte d'utilité publique.



Page 2-3

S
O
M
M
A
I
R
E



Conférence de presse pour le dédoublement de la ligne 13.

➤ **Transports : la Région sur tous les fronts**

page 4



Daniel Brunel reçoit avec Jean-Paul Huchon les syndicats de PSA.

➤ **Développement économique : Agir sur l'ensemble du territoire francilien**

page 7



Soutien aux mal logés de la rue de la Banque à Paris.

➤ **Plus 3 millions d'€ pour l'hébergement d'urgence**

page 5



Conférence de presse à Issy-les-Moulineaux.

➤ **La vente de logements sociaux HLM (92) est une provocation**

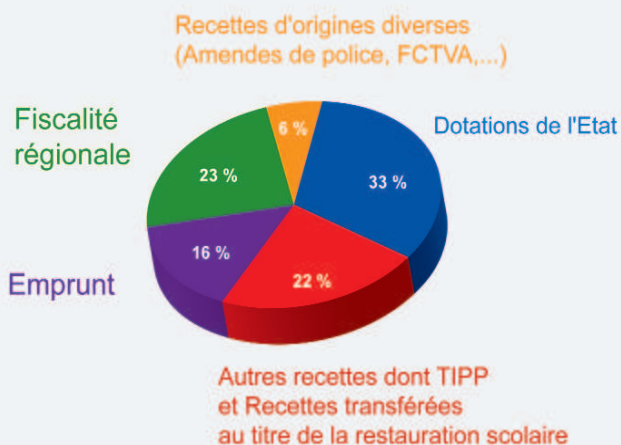
page 8

budget 2008 : desserrer les con

Un budget de 4,35 Milliards d'euros

- ▶ **3,64 Milliards d'€** de recettes permanentes
- ▶ **710 Millions d'€** d'emprunts

D'où viennent les recettes



Nos grandes priorités

- 1 - Réduire les inégalités sociales et territoriales** au travers de nos politiques (mieux répartir les richesses, lutter contre toutes les discriminations,...).
- 2 - Améliorer la qualité de service et augmenter l'offre des transports collectifs** en Ile-de-France (métro, bus, RER, train,...), favoriser la mobilité des Franciliens.
- 3 - Répondre aux besoins de logements sociaux.** Encourager la construction de logements dans notre région. Lutter contre la crise du logement et la spéculation immobilière.
- 4 - Renforcer la formation professionnelle, la sécurisation des parcours.**
- 5 - Construire et moderniser les lycées.**

Des points d'appui pour l'avenir



François Labroille
Conseiller régional

Nous avons voté le projet de budget pour 2008, convaincus de l'importance des obstacles qu'il avait à surmonter, mais aussi de l'enrichissement que nous lui avons apporté et des points d'appui qu'il nous donne pour l'avenir. Le cadrage global du budget n'était pas facile. D'une part la contrainte financière que nous impose l'Etat par la non compensation des transferts de compétence : le manque à gagner est de 45 millions d'euros supplémentaires cette année soit 200 millions d'euros sur 4 ans. D'autre part, la contrainte politique que nous impose la politique gouvernementale : amortir les dégâts sociaux qu'elle provoque sans exonerer l'Etat de ses responsabilités.

Pour déjouer ce piège, nous avons cherché à desserrer au maximum la contrainte financière sans esquiver les conséquences d'une décentralisation subie mais assumée. Nous l'avons en partie fait par le recours à l'emprunt, certes encore relativement limité, mais désormais plus conséquent avec une progression de plus de 130 millions d'euros. Nous l'avons aussi fait en donnant la priorité à notre cœur de compétence, sans exclure les redéploiements quand ils étaient nécessaires, mais sans sacrifier nos engagements. Nous avons choisi avant tout de renforcer la cohérence du projet régional dans les grands domaines que sont

Une nouvelle étape dans la lutte contre les inégalités

En octobre 2005 notre groupe faisait adopter un rapport concernant la modulation des interventions financières de la région avec pour objectif la correction des inégalités. Depuis nous attendions avec une impatience non feinte, la mise en œuvre de ce processus. Un grand pas vient d'être franchi, avec le vote d'un rapport qui porte l'une des orientations emblématiques de ce que doit être la politique régio-

nale : la réduction des injustices et des inégalités en Ile-de-France. Il donne un cadrage général de la critérisation possible de nos interventions financières. Il doit permettre d'expérimenter et de développer dès cette année la mise en œuvre secteur par secteur. Trois critères ont été retenus : Le premier renvoie à l'objectif de correction des inégalités sociales et territoriales. Le second renvoie à l'objectif de la résorption de la carence

traintes pour renforcer nos priorités

les transports, les lycées et la formation, l'emploi et l'éco-région. Dans ce cadre général, nous avons concentré nos interventions sur le renforcement du triptyque transports collectifs, habitat-logements sociaux, emploi-formation qui nous semble névralgique pour l'avenir. Nous avons en même temps privilégié pour toutes nos politiques l'axe transversal que constitue la lutte contre les inégalités parce qu'il s'agit du socle d'un projet solidaire et capable de relever les défis urbains, écologiques, d'innovation auxquels sont confrontées toutes les grandes métropoles.

Nous garderons le regret de ne pas nous être bien faits comprendre en quelques occasions, sur la gratuité des manuels scolaires, le franchissement d'une nouvelle étape de la tarification

sociale en matière de transports, ou sur l'incitation au développement des logements sociaux.

Nous retiendrons cependant avant tout que nous avons pu faire progresser nos engagements dans les actions en faveur des territoires les plus en difficultés, dans la programmation des infrastructures en matière de transport ou encore sur l'hébergement d'urgence...

Au-delà, il restera dans la durée de ce budget 2008 que les dépenses de fonctionnement sont désormais très au-dessus de celles concernant l'investissement. Cette modification engendre des contraintes du fait des conditions imposées par l'Etat mais elle peut aussi offrir des opportunités nouvelles.

Cela nécessite de porter de fortes exigences au niveau des orientations politiques et de la nécessaire réforme de la fiscalité locale.

privilégier pour toutes nos politiques l'axe transversal que constitue la lutte contre les inégalités

El Madani Ardjoune
Conseiller régional



territoriale. Le troisième renvoie à l'objectif d'éco responsabilité. En effet, personne ne peut penser bien vivre en Ile-de-France, tant qu'il y aura de la relégation dans nos territoires. En ce sens, la lutte contre les inégalités participe de l'ambition pour le rayonnement et le développement de notre région. Les régions sont des territoires où se font des choix cruciaux pour les populations, et par extension pour l'avenir de la planète. Comme élus

franciliens, nous percevons l'enjeu que représente le développement de notre région pour le devenir du pays lui-même. C'est pourquoi nous sommes attachés à cette vision d'un développement durable qui associe dimensions sociales, environnementales et économiques sans les opposer. Ce rapport est pour nous, une des données clés du sens et de la cohérence de la politique régionale.



Au fil de la séance

Tourisme



Henriette Zoughebi, Conseillère régionale,
Présidente du Comité régional du tourisme

L'effort de la Région pour le Tourisme se traduit une nouvelle fois par une progression de la subvention versée au CRT qui atteint 19 600 000 euros en 2008. Une évolution de 50% qui désigne le secteur touristique comme levier incontournable du développement économique et de l'aménagement. Le Comité Régional du Tourisme s'en saisit pour engager un travail sur les métiers et la formation de la filière du tourisme. Plus encore en 2008, il s'attachera à valoriser les richesses créatives en Ile-de-France, de part et d'autre du périphérique.

Economie sociale et solidaire



Mariétou Diarra, Conseillère régionale

La mise en place, en 2007 du Centre de ressources de l'ESS, sera un artisan de la structuration en réseaux des acteurs régionaux. Ce centre améliorera la visibilité de ce mode de développement et la sensibilisation à l'économie sociale et solidaire. 2007 aura aussi marqué une étape dans l'accompagnement régional de l'ESS, avec la création du Fonds Régional pour l'Investissement Solidaire (FRIS). Notre groupe a rappelé son soutien au développement d'une économie qui vise à inverser les logiques de profit et son souhait de voir la Région afficher son volontarisme dans le soutien à une économie sociale et solidaire réellement vertueuse. Nous demandons la mise en place d'un suivi des actions menées afin d'encourager les structures aux comportements socialement novateurs.

Sport : l'Ile-de-France dans le grand bain



Sylviane Chavany, Conseillère régionale

L'année 2008 verra le « Plan piscines » entrer dans sa phase opérationnelle. 12 millions d'euros seront consacrés au financement des dossiers déposés avant le vote du dispositif ainsi qu'aux études préalables obligatoires pour toute nouvelle aide régionale. Démarche HQE et accessibilité aux personnes en situation de handicap seront des critères essentiels. Nous avons réaffirmé notre volonté d'engager un processus d'« accessibilité sociale » par des tarifs adaptés, et de poursuivre la lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Transports



Tarifification, investissement : la Région sur tous les fronts

Laurence Cohen

Conseillère régionale - membre du CA du Syndicat des transports Ile-de-France

La Région a encore augmenté son effort pour les transports en 2008 avec 1,3 milliard d'€ d'autorisations de programmes et d'engagement. Elle assume grandement ses responsabilités, notamment face aux enjeux écologiques et environnementaux.

Nous pesons de toutes nos forces pour que l'Etat fasse de même. Rappelons que le point fort de l'engagement de la Région pour l'extension du recours aux transports collectifs et le droit à la mobilité est la montée en charge des mesures de gratuité pour les plus démunis obtenues par notre groupe.

Les investissements dans les transports n'ont pas été en reste, puisque les autorisations de programme atteignent le chiffre record de 750 M€. Les transports col-

lectifs se taillent à juste titre la part du lion avec plus de 630 M€ d'investissements programmés, dont près de 300 M€ pour le bouclage du financement du grand programme de liaisons tramways.

A la suite d'un amendement de notre groupe, la Région a adopté un amendement apportant 25 M€ pour lancer des études sur des liaisons structurantes comme la rocade de métro rapide Arc Express, comme le prolongement de nombreuses lignes de métro, comme celui de la ligne 14 jusqu'à la mairie de Saint-Ouen, en passant par Porte de Clichy, pour désaturer la ligne 13, ... La Région se met en ordre de marche pour lancer le grand programme d'investissement du SDRIF de 30 milliards d'€ sur 25 ans que nous devons obtenir.

Culture



Notre Région soutient le monde de la création

Francis Parny

Vice-président du Conseil régional chargé de la Culture et des Nouvelles Technologies

2 9 550 000 € en investissement (-10%) budget de transition marqué par la fin des programmes particuliers avec les départements. 2008 verra la conclusion de nouveaux contrats, particuliers avec les Départements et un nouveau mode de financement des ateliers d'artistes. Dans le cadre d'un programme fort d'adaptation des acteurs à la révolution numérique, une aide à l'équipement numérique des salles indépendantes, action développée dans le cadre d'un accord avec le CNC, sera engagée. 59 275 000 € (+5,95%) en fonctionnement :

- Poursuite et consolidation

des politiques en faveur du livre, du spectacle vivant, notamment la permanence artistique (+10%), et du soutien à la production cinéma et audiovisuel.

- Développement du dispositif lycéens apprentis au cinéma qui concernera 35 000 jeunes Francilien-ne-s.

- Dispositif nouveau de soutien à la post production numérique.

- Soutien aux festivals pour le spectacle vivant et renforcera son intervention pour le cinéma, les arts plastiques ainsi que pour la diffusion du spectacle vivant.

- Mise en place d'actions de formation artistique et culturelle.

Nos propositions



Gratuité pour les plus démunis : la deuxième phase en chantier

Jean Brafman

Conseiller régional - membre du CA du Syndicat des transports Ile-de-France - Président de la commission Politique de la Ville et de la Sécurité

Il s'agit du choix le plus important fait par l'assemblée régionale depuis 2004.

81,75 millions d'€ sont consacrés dans le budget 2008 aux mesures de gratuité des transports pour les plus démunis mises en œuvre en 2006 (carte orange à 75% pour les titulaires de la CMU, de l'AME, de l'API et de l'ASS) et en 2007 (gratuité pour les RMIstes). 530 000 personnes bénéficient déjà de ces mesures, et leur nombre augmente de façon régulière, malgré des retards préoccupants pour les femmes seules avec enfants (API) qui en bénéficient peu.

Pour y remédier, nous avons proposé, via deux amendements,

d'engager dès 2008 une deuxième phase, avec la gratuité pour les titulaires de l'API, de l'ASS et les jeunes en insertion, une proposition en cohérence avec la mobilisation commune initiée avec les associations de chômeurs et précaires.

Notre groupe a reçu le soutien des élu-e-s Verts, et rencontré l'opposition de la droite et du FN, ainsi que des élu-e-s socialistes qui n'ont pas souhaité un engagement financier dès 2008.

Mais suite à un débat dans l'assemblée et à une proposition d'amendement de l'exécutif, il a été décidé de réaliser en 2008 les études préliminaires à la mise en place de la gratuité pour les jeunes en insertion.

Appel du Cirque d'Hiver



Philippe Camo
Conseiller régional

L'ensemble des acteurs culturels d'Ile-de-France étaient réunis nombreux le 14 janvier 2008 au Cirque d'Hiver à l'invitation de la Région.

Cette journée clôturait les trois rencontres thématiques initiées par Francis Parny, fin 2007, pour dresser un état des lieux des interventions régionales en matière culturelle.

Dans ce débat, Henriette ZOUGHEBI et moi-même, avons fait part de nos inquiétudes et de nos propositions face à la marchandisation de l'Art et de la Culture, et du besoin d'une grande ambition culturelle nationale.

Les participants ont confirmé la baisse importante des crédits de l'Etat alloués à la création, à la diffusion et à l'éducation artistique et ont appelé à des actions convergentes. Au-delà de ce désengagement financier, ils ont mis en exergue la gravité du projet politique visant à soumettre les arts et la culture au culte du résultat « évalué exclusivement en fonction du nombre de spectateurs ». Ce qui les a poussés à lancer un appel à la mobilisation de tous, l'« Appel du Cirque d'Hiver », pour s'opposer à cette régression, et pour demander que les entretiens de Valois, programmés fin janvier 2008 par le Ministère de la culture, soient ouverts à tous les champs de l'art et de la culture.

Logement



La Région et l'EPF : plus de logements sociaux

Véronique Sandoval

Conseillère régionale - Présidente de la commission Logement et Action Foncière - membre du CA de l'EPF

L'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPF) vient de fêter son premier anniversaire. Les élus de notre groupe, qui s'étaient battus pendant des années pour obtenir la création de cet outil indispensable au niveau régional pour faire barrage à la spéculation immobilière, se félicitent des résultats déjà obtenus. En un an, plus de 200 hectares de terrains ont été achetés par l'EPF à un prix raisonnable, pour la construction, par 25 communes, de 8 000 logements supplémentaires, dont plus de 30% de logements sociaux, le plus souvent inclus dans des projets de véritables quartiers urbains.

Parallèlement, le Conseil régional a maintenu son propre effort financier pour le logement, avec la priorité des priorités donnée au financement du logement social : plus de 150 des 170 millions d'€ du budget logement vont au co-financement de la construction ou de la réhabilitation du logement social, avec une part très nettement majoritaire pour les PLAI, les logements pour les plus démunis, et les PLUS, les logements sociaux accessibles aux plus grand nombre. Cette priorité au logement social, confirmée une fois de plus, est un des acquis majeurs de notre groupe depuis 2004.

Développement social et santé

Plus 3 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence

Bénédicte Bauret

Conseillère régionale - Présidente de la commission Développement social



Le Conseil régional a adopté lors du budget 2008 l'amendement de notre groupe qui vise à abonder de 3 millions d'€ l'action pour les « Centres d'accueil et d'hébergement pour personnes sans abri ».

La Région doit afficher ses priorités, notamment en ce qui concerne l'aide et le soutien aux populations les plus fragilisées. Alors que le budget prévoyait 7 millions d'€, ce sont plus de 9 millions d'€ qui ont été dépensés pour cette action sur l'année 2007. C'est pourquoi il faut maintenir notre effort en 2008.

Dans un contexte aussi grave de crise du logement, comment accepter que l'Etat reste sans réponse face à cette situation qui dure depuis plusieurs années déjà. Seul l'Etat a les moyens d'agir vite, car cela reste de sa compétence : Il doit prendre ses responsabilités.

Cependant, pour permettre à des milliers de Franciliens de vivre dignement, la Région ne doit pas relâcher ses efforts en matière de solidarité, et poursuivre une politique volontariste de lutte contre toutes les exclusions.

Démocratie régionale



Encore plus proche des Franciliens

Claire Villiers

Vice-présidente du Conseil régional chargée de la Démocratie régionale

Un soutien accru au développement de la vie associative, une politique volontariste de lutte contre toutes les formes de discriminations, le bon fonctionnement des instances participatives régionales, Conseil régional des Jeunes et Conseil de l'Égalité, la poursuite des chantiers engagés à la suite des rencontres régionales de la démocratie, sont les axes de notre politique de démocratie régionale pour 2008, avec un budget de 5,4 millions d'€.

Ce budget traduit la volonté d'enrichir la démocratie en dépassant l'opposition stérile entre démocratie partici-

pative et démocratie représentative.

Faire surgir et renforcer partout l'exigence de participation, pour que l'individu citoyen et le citoyen organisé soient pleinement acteurs et actrices de la vie politique nécessite que nous renforçons notre soutien aux structures déjà organisées. Construit comme un outil permettant à toutes les forces sociales, syndicales et associatives de s'en emparer, le rapport de lutte contre les discriminations traduit l'engagement ferme et résolu du Conseil régional pour combattre toutes les injustices et les inégalités.

Politique de la ville

En attendant le Nième Plan banlieue

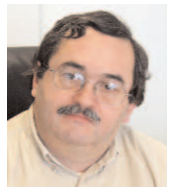
En matière de politique de la ville il n'y aura d'amélioration durable des conditions de vie

des habitants que si l'Etat assume ses missions de « droit commun » dans l'éducation,

la santé, la lutte contre le chômage et le transport : un projet pour la ville du 21^{ème} siècle. Nous avons interpellé le gouvernement pour que les moyens financiers et humains soient à la hauteur des enjeux. La vie de ces quartiers ne s'améliorera qu'avec le retour des services publics et un investissement massif dans tous les domaines (transport, logement, emploi,...). C'est à cette aune-là que nous jugerons le plan annoncé par le gouvernement.

La Région, quant à elle, ne baisse pas les bras et continue de mener des actions culturelles, sportives, d'animation, d'insertion, de soutien scolaire dans les quartiers les plus en difficulté.

En l'absence de la volonté de l'Etat, les associations restent les principales chevilles ouvrières sur le terrain. Elles recevront donc cette année encore des subventions pour mener des projets qui amélioreront le quotidien des habitants de ces quartiers. Nous avons particulièrement insisté et obtenu dans ce budget que la lutte contre les discriminations soit un axe majeur et bénéficie de moyens.



Tarek Ben Hiba
Conseiller régional

Environnement



Sur le chemin du développement durable

Sylvie Altman

Conseillère régionale

Le budget de l'environnement se mesure à deux choses : ses orientations et ses moyens. Les orientations politiques 2008 nous conviennent bien puisqu'elles donnent à notre concept d'éco-région le but de « réduire notre empreinte écologique et son coût social, en offrant les conditions d'un mode de vie harmonieux pour tous dans un environnement sain et d'un développement économique responsable et solidaire ».

Satisfaction aussi sur les priorités régionales affichées : privilégier les politiques de prévention, aller vers une démocratie de co-élaboration, favoriser la gestion de

proximité, réduire les inégalités sociales et territoriales... Satisfaction toujours quant à la traduction financière de ces orientations puisque, dans le cadre d'un budget contraint, crédits d'investissement et de fonctionnement sont au bon niveau.

Enfin, notre groupe se réjouit de voir avancer le dossier portant création d'un « Agenda 21 régional ». Proposition dont nous sommes les initiateurs. Un seul regret : l'absence de concrétisation de notre proposition de créer une « Maison régionale de l'environnement », votée récemment par notre assemblée.

Actions internationales et européennes

Vers de nouvelles solidarités régionales



Lysiane Alezard

Conseillère régionale

Le budget en progression s'inscrit dans la lignée des précédents.

Il se traduira notamment par un premier soutien concret à notre action de solidarité avec Haïti, proposition portée par notre groupe et adoptée fin 2007 par notre assemblée. Le programme intégré de reconstruction de l'agglomération des Gonaïves, suite à la tempête Jeanne en septembre 2004, va ainsi rentrer dans une phase opérationnelle. Pour autant, ce budget n'était pas sans poser quelques questions.

Vouloir augmenter le périmètre de nos actions de coopérations décentralisées avec de grandes collectivités -ce que nous approuvons- à budget constant, va devenir une gageure.

De même, vouloir augmenter nos crédits en matière d'actions européennes est une bonne chose (notamment dans le cadre de la présidence française ce deuxième semestre). Mais, sans doute, le moment est-il venu aussi d'engager des partenariats en Méditerranée, notamment au Proche-Orient, sur la question vitale de l'eau, par exemple. Des coopérations d'ailleurs prévues par notre collectivité en 2004, lors de l'adoption de notre politique-cadre.

2008, nous l'espérons, devrait donc être l'année d'une expression de nouvelles solidarités régionales.

Développement économique



Agir sur l'ensemble du territoire francilien

Daniel Brunel

Vice-président chargé de la Formation professionnelle, du Développement Economique et de l'Emploi

Le Schéma Régional de Développement Economique adopté en 2006, feuille de route de la Région dans ce domaine, a été mis en œuvre au cours du dernier trimestre 2007 et dans le budget 2008. Au travers du rapport « emploi et territoires », j'ai voulu décliner une territorialisation de l'action économique. Il s'agit de mieux coordonner les outils d'interventions régionaux et d'inventer de nouvelles réponses pour stimuler l'activité économique dans les quartiers.

Coordonner les outils d'intervention, passe par la conclusion de PACTES territoriaux, véritables contrats avec des

échelons infra-régionaux permettant d'élaborer un diagnostic de territoire, débouchant sur un plan d'action.

Inventer de nouveaux outils pour les quartiers en difficulté : l'existence de points d'accueil pour la création d'entreprise, la création d'une « école régionale de projets », le soutien à des structures qui aident les jeunes créateurs d'entreprise, l'aide à l'immobilier d'entreprise dans les quartiers en difficulté, la mise en place d'un fonds de garantie des baux commerciaux, en sont les principales innovations. Cette démarche se traduit dans le budget 2008.

Nos propositions



Pour les territoires les plus en difficultés

Patrice Bessac

Conseiller régional

Notre groupe a défendu, seul ou en commun avec d'autres groupes, plusieurs amendements visant à améliorer les budgets consacrés au développement économique, en privilégiant les interventions en faveur des territoires les plus en difficulté. 2007 avait été, en effet, l'année de l'adoption d'importants dispositifs-cadre déclinant le Schéma régional de développement économique. 2008 sera la première année de leur mise en œuvre opérationnelle. Il s'agissait donc de concrétiser au mieux les

orientations générales portées notamment par les rapports « Emplois et filières » et « Emplois et territoires ». C'est ainsi que nous avons obtenu l'augmentation des financements de dispositifs d'accès à la formation et à l'aide à la création d'entreprises.

Quelques semaines après la nouvelle crise qui a marqué certains quartiers en difficultés, à l'exemple de Villiers-le-Bel, notre groupe a ainsi tenu à renforcer la lutte contre les inégalités territoriales.

Formation professionnelle



Notre groupe a obtenu plusieurs avancées

Alain Girard

Conseiller régional - Président de la commission des Lycées et de la Politique Educative

Poursuivre l'effort régional en faveur de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage : telle est l'ambition affichée dans ce budget avec 650 Md€, répartis entre la construction et l'équipement des CFA, des centres de formation continue mais aussi et surtout le soutien aux missions locales, les actions pour la Validation des Acquis de l'Expérience, l'aide aux apprentis, l'accès aux savoirs de base pour les publics les plus en difficulté. Notre groupe a obtenu dans ce budget plusieurs avancées notamment pour les Ecoles de la 2^{ème} chance et les bilans de compétences.

Toutes ces mesures font sens pour que les Francilien-ne-s

puissent bénéficier au moment où ils en ont besoin, d'une formation adaptée, leur permettant de s'insérer ou d'évoluer sur le marché du travail. L'élévation du niveau de qualification est un gage de développement individuel et collectif, d'où l'importance d'y consacrer les moyens nécessaires.

En décembre dernier, le Ministre de l'Education Nationale a annoncé la généralisation des "bac pro" en 3 ans en remplacement des cursus en quatre ans (BEP suivi du Bac pro en 2 ans). Cette « réforme » nous inquiète car les formations seront réduites d'un an.

Nous attendons de la Région qu'elle exprime ses réserves sur cette réforme.

Lycées

Malgré les contraintes on poursuit



Rosita Jaouen
Conseillère régionale

La construction, la rénovation, l'équipement des lycées font partie des compétences historiques du Conseil régional. Le budget lycées reste la grande priorité régionale, après les transports, avec près de 800 millions d'euros.

La Région a élargi son champ d'action, en menant une politique éducative, en complément de l'Education Nationale, notamment en faveur des lycéen-ne-s qui ont des difficultés scolaires.

Si certaines mesures, dont nous sommes à l'initiative, telles que le quotient familial dans les cantines, l'attribution d'une clé USB, sont renouvelées, notre groupe s'est inquiété de la baisse des crédits affectés à la gratuité des manuels scolaires. L'amendement que nous avons déposé n'a pas été adopté mais le Conseil régional s'est engagé à poursuivre cette mesure emblématique.

Ce budget continuera à offrir aux lycéen-ne-s d'Ile-de-France les conditions matérielles nécessaires à leurs études en contraste avec l'action du gouvernement qui annonce encore des milliers de suppressions de postes pour la rentrée prochaine.

Enseignement supérieur



Une Région aux côtés des étudiants

Mouloud Aounit
Conseiller régional

Après l'adoption, en mars dernier, du Contrat de projets Etat/Région 2007-2013, qui définit entre autres, la part respective de la région et celle de l'Etat en matière d'enseignement supérieur, ce budget est en cohérence avec les positions de notre groupe et attribue les crédits pour la rénovation, la construction de bâtiments universitaires prévus dans le CPER (bibliothèques, maisons d'étudiants...). De grands chantiers vont pouvoir voir le jour grâce notamment aux 53 millions d'€ de crédits.

Le budget consacre une part non négligeable pour différentes aides en faveur des étudiants (mobilité internationale, coup

de pouce financier, monitorat, etc).

Le Conseil régional apporte donc sa pierre à l'édifice dans la réussite et l'amélioration des conditions de vie des étudiants francilien-ne-s.

Mais pour notre groupe, c'est bien la responsabilité de l'Etat qui est engagée dans ce domaine, et c'est donc au niveau national que le système de bourses doit être rénové, avec une allocation d'autonomie pour permettre d'étudier sereinement. Le gouvernement n'entend malheureusement pas ces revendications et risque d'aggraver la situation avec sa réforme sur l'autonomie des universités.

Recherche et innovation

Développer une culture scientifique accessible à tous



Lydie Benoist
Conseillère régionale

Créatrice de savoirs tout autant que d'emplois, la recherche est un secteur clé, notamment pour notre région qui concentre une grande part de la recherche française.

Le soutien de la Région a son importance pour que des domaines scientifiques puissent continuer à se développer. L'accent sera notamment mis cette année sur les sciences de la vie et la santé, sur des questions représentant des enjeux fondamentaux de santé publique telles que la lutte contre le cancer, les maladies génétiques, le diabète, l'obésité, etc.

L'aide aux jeunes chercheurs est également poursuivie, grâce à l'allocation de recherche, les chaires d'excellence et les aides à l'insertion professionnelle des doctorants qui représentent près de 20 millions d'€.

Le budget 2008 d'un peu plus de 100 millions d'€ privilégie la recherche publique, et accorde une place importante pour le développement d'une culture scientifique accessible à tous.

Transports



Péage urbain : une très mauvaise idée

Alain Romandel
Conseiller régional

L'engorgement automobile menace l'Ile-de-France, le constat est largement partagé. Il faut investir à marche forcée dans de nouvelles infrastructures de transports collectifs. De nouveaux financements sont évidemment indispensables.

Lors des récents débats publics sur les transports, l'idée d'un péage sur le périphérique et les autoroutes franciliennes a été relancée. Pour notre groupe, il s'agit là d'une très mauvaise idée : cela reviendrait à réserver toujours plus l'accès des autoroutes aux plus riches, et aurait pour effet de reporter des flux de cir-

culatation sur les autres voies, donc de renforcer les embouteillages. Nous proposons que les acteurs économiques qui profitent des transports collectifs, apportent en priorité de nouvelles contributions : augmentation du versement transport, retour à la Région du Fonds d'Aménagement de la Région Ile-de-France, contribution du secteur du transport routier de marchandises, du secteur du transport aérien, taxation des plus-values foncières et immobilières. Ces propositions sont devenues consensuelles à gauche, et trouvent de l'écho même au-delà.

Logement



La vente de logements sociaux HLM (92) est une provocation !

Malika Zediri
Conseillère régionale

Le 9 janvier dernier lors d'une conférence de presse à Issy-les-Moulineaux, Lysiane Alezard et moi-même avons dénoncé, et nous sommes opposées à la vente de logements sociaux (HLM) dans le département des Hauts-de-Seine. L'OPDHLM du 92 a mis en vente 454 logements sociaux dans plusieurs villes du département, dont 24 logements à Issy-les-Moulineaux. « Une provocation dans un département où le prix de l'immobilier atteint des sommets », a indiqué, Lysiane Alezard, aux journalistes. Dans ce département touché de plein fouet par la spéculation immobilière, il est nécessaire de construire plus de logements sociaux pour répondre à la demande. Il faut plus de 3 000 logements sociaux nouveaux par an, et tendre vers 4 000 par an. L'OPDHLM des Hauts-de-Seine doit arrêter cette politique dévastatrice. Les élu-e-s de notre groupe appellent les citoyens, les associations, les syndicats à se mobiliser ensemble contre ces choix, pour faire respecter le droit au logement, pour une mise en œuvre véritable de la loi sur le droit au logement opposable.

Fiscalité



Pour une plus grande justice fiscale

Joseph Tréhel
Conseiller régional

Le budget est en forte progression depuis quelques années. Mais nous savons tous que nos moyens budgétaires actuels pour financer une politique régionale que nous voudrions encore plus ambitieuse ne sont pas à la hauteur. Nous subissons lourdement les effets financiers de la décentralisation, les recettes allouées sont loin d'équilibrer les charges. Par ailleurs, notre région, de par sa dimension et sa place stratégique dans le pays est particulièrement concernée par les choix négatifs du gouvernement.

Pour nous permettre de mieux répondre aux besoins

de la population, nous devons poursuivre et amplifier ensemble la bataille politique pour que l'Etat mobilise plus de moyens financiers et qu'il réponde à nos demandes pour doter la Région d'outils de financements adaptés et conséquents. Nous pensons évidemment au VT (versement transport) et au FARIF (fonds d'aménagement de la région Ile-de-France) dont il faudrait revoir les bases et les taux, mais aussi à de nouveaux outils permettant de mettre à contribution les profits spéculatifs des groupes pétroliers et immobiliers.

Il n'est pas tenable dans la durée et il serait absurde d'imaginer que la fiscalité régionale, telle qu'elle est, offre des marges pour l'avenir. C'est pourquoi le développement des politiques régionales ne pourra se faire sans une profonde réorganisation de la fiscalité en termes de justice et d'efficacité. Sur ce front comme sur les autres, rien ne se fera sans vous si nous voulons concrétiser l'ambition d'une grande région solidaire.

Au-delà de cette étape importante, nous continuerons à porter, au sein d'une majorité de gauche diverse, nos propositions antilibérales.

Site internet

Plus de 800 articles, communiqués de presse, interventions,... sont consultables sur notre site internet. Vous pouvez également vous inscrire à la newsletter, afin de recevoir régulièrement des informations sur les faits nouveaux de la Région Ile-de-France.
www.eluscacridf.org

Groupe CACR
Conseil régional d'Ile-de-France
6 rue Monsieur 75007 Paris
Tél : 01-53-85-68-50
Fax : 01-53-85-68-59
Secrétaire générale du groupe : Ghislaine Contant
Email : ghislaine.contant@wanadoo.fr

REGARDS

SUR LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

Directeur de publication : Gabriel Massou
Rédacteur en chef : Milos Colic
Imprimerie : LNI, Gennevilliers (92)
Conception graphique : La Fourmi, Versailles (78)
Tirage : 24 000 exemplaires
N° de commission paritaire : 0712P11207